

Laiterie NAZART :

Solidarité du groupe des élus communistes du Conseil Régional.

La laiterie NAZART à Fougères (35), qui représente 90 Millions de litres de lait par an dont 90% sont transformés en produits industriels, regroupe 440 producteurs et emploie 95 salariés, est **la première usine en Bretagne à faire les frais de la réforme négative de la PAC** (Politique Agricole Commune), réduisant les aides à l'agriculture pour la soumettre encore plus à la **concurrence mondiale afin de tirer les prix à la production le plus possible vers le bas.**

L'entreprise, dont l'activité est basée essentiellement sur des valorisations du beurre et de la poudre de lait, n'a pas résisté à la baisse des aides européennes.

En cessation de paiement après le retrait de ses deux banques, la laiterie a déposé le bilan le lundi 24 Octobre. Dans la foulée, le tribunal de commerce de Rennes a prononcé la mise en redressement judiciaire de l'entreprise avec une période d'observation allant jusqu'au 14 Décembre.

En fait, ce délai est accordé par le tribunal de commerce pour permettre aux producteurs de s'organiser afin de rechercher une solution face à une liquidation qui semble désormais inévitable.

Les industriels locaux se sont engagés à assurer la prise en charge des litrages traités jusque là par NAZART à condition que les producteurs se regroupent dans une structure de coopérative de collecte ; mais le principal problème demeure le prix du lait. En effet, les industriels s'engagent à reprendre le lait mai à un prix pour les producteurs bien en dessous du prix de référence fixé par l'interprofession (-30 € à -35 € 1000 litres).

La solution est donc loin d'être satisfaisante, mais les producteurs n'ont guère le choix.

Dès lors, comment ne pas comprendre le souhait exprimé par les producteurs de mise en place d'une caisse de solidarité au sein même de la filière, qui craint déjà le pire au regard des nouvelles capitulations qui se préparent dans le cadre du prochain sommet de l'OMC qui s'ouvrira le 18 Décembre à Hong-Kong.

Les deux autres incertitudes ont trait à **l'avenir même des 95 salariés** de l'entreprise qui ne sont pas assurés de retrouver du travail tandis que côté producteurs on se demande si les **créances**, se rapportant au paiement du lait livré au mois d'Octobre, seront un jour honoré.

Le groupe des élus communistes au Conseil Régional de Bretagne, qui a pris une part active au débat sur la filière laitière, initié par le Président de la Région, entend prolonger ses prises de position en faveur **d'une agriculture viable et rémunératrice du travail avec maintien des aides, par un appel résolu à tout mettre en œuvre pour faire échouer les nouvelles capitulations prévues au sommet de Hong-Kong.**

Ils proposent également que les meilleures conditions soient créées pour permettre aux producteurs de la filière de mutualiser leurs interventions pour résister à l'ultralibéralisme qui **risque de conduire la première Région agricole de France à la ruine.**

Enfin, dans le cadre de leur engagement solidaire au sein de la majorité de gauche du Conseil Régional, le groupe des élus communistes suggère qu'une attention toute particulière soit accordée à ce dossier, d'autant plus important qu'il risque de s'avérer le premier et donc le plus stratégique, d'une longue série de restructurations qui découleraient des renoncements européens actuellement en cours.

Rennes le 08 Novembre 2005
Gérard Lahellec pour le groupe
des élus communistes